

Prévenir les discours de haine en République démocratique du Congo, par Chadi El Moussaoui et Erwan Halna du Fretay – Juin 2022

“[Que faire pour prévenir les discours de haine en RDC ?](#)», tel était la thématique de l’émission radiophonique « dialogue entre Congolais » diffusée le 10 juin par la radio Okapi, la radio de la mission des Nations unies. Depuis plusieurs mois maintenant, [la MONUSCO alerte sur la multiplication de discours de haine](#) à l’égard des étrangers, mais également des citoyens congolais de différents groupes socioculturels.

Au Nord-Kivu, la reprise des combats entre l’armée congolaise et les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) a non seulement [entraînés la mort de civils et le déplacement de plus de 170 000 personnes](#), mais favorise également les propos haineux contre les [rwandophones](#), dont le M23 prétend pourtant défendre la cause. Remédier à leurs propagations est aujourd’hui primordial pour la préservation du processus de paix.

Si ces discours haineux ne sont pas nouveaux dans la région des Grands Lacs, leur ampleur et leur incidence sont aujourd’hui accentués par le contexte d’insécurité grandissante à l’est du pays. Ils se diffusent aussi bien dans les espaces physiques tels que les journaux et les médias audiovisuels que dans les espaces virtuels où les réseaux sociaux jouent un rôle de catalyseur au même titre que les rumeurs. La diffusion de ces discours en ligne est d’autant plus problématique qu’il est plus difficile de les sanctionner et d’en retrouver les auteurs.

La mise en œuvre des mesures de lutte se révèle complexe puisqu’elle doit préserver un équilibre entre liberté d’expression et protection des individus et des communautés, tel que défini dans le [Plan d’action de Rabat](#) et la résolution [A/RES/75/309](#) de l’AGNU. Ces outils ne sont pas sans risque de mésusage (répression des défenseurs des droits humains, persécutions des minorités, etc..) et peuvent être limités dans leur application, qui dépend en grande partie de la volonté politique des gouvernements nationaux.

Différents acteurs se sont saisis de cet enjeu à leur niveau. Au niveau régional, les États membres de la CEEAC ont adopté le 24 juin 2022 [un plan d’action pour lutter contre les discours de haine](#). De son côté, la MONUSCO tente en RDC de prévenir et de sensibiliser la population pour la cohésion sociale et la coexistence pacifique en [mettant l’accent sur le rôle des leaders communautaires](#). Avec la Radio Okapi, la MONUSCO veut renforcer la cohésion sociale et atténuer les conflits. En effet, la radio joue un rôle non négligeable dans les [processus de pacification entre les communautés](#). Des articles et des reportages sur la [nécessité de lutter efficacement contre les discours de haine](#) se multiplient sur les ondes. La mission soutient également les efforts réalisés au niveau national par les autorités, notamment en appuyant le projet de loi en discussion au Parlement sur « le racisme, la xénophobie et le tribalisme ».

Il est essentiel de mettre l’accent sur trois éléments afin d’assurer une stratégie de lutte efficace contre les discours de haine. Premièrement, il est nécessaire d’inclure un engagement contre la discrimination et ses causes. Pour cela, seule une approche globale et multidimensionnelle peut s’avérer utile avec l’implication des parties prenantes, c’est-à-dire des organisations de la société civile, des médias, des entreprises technologiques et des plateformes de médias sociaux. Deuxièmement, les responsables politiques, en tant que détenteurs de l’autorité, doivent s’abstenir de tout discours de haine et doivent condamner officiellement les messages susceptibles d’inciter à la violence. C’est dans cette perspective



OBSERVATOIRE
BOUTROS-GHALI
DU MAINTIEN DE LA PAIX

que le président congolais [a appelé la population à ne pas succomber aux discours haineux](#) et xénophobes. Troisièmement, à l'ère des nouvelles technologies, le contrôle et la diffusion d'une information fiable sont des éléments indispensables pour endiguer la propagation des discours de haine au sein de la société congolaise. Ces propos sont bien souvent le résultat de fausses informations diffusées en toute impunité, ce qui implique la mise en place d'un contre discours basé sur des faits vérifiables.

La lutte contre les discours de haine reste un enjeu crucial pour la RDC, particulièrement à la veille des élections présidentielles de 2023 qui pourraient accentuer la montée de tels messages et exacerber les tensions communautaires. Celles-ci pourraient être instrumentalisées par des acteurs politiques qui chercheraient avant tout à gagner les faveurs d'un électorat sensible au discours xénophobe et discriminatoire à l'encontre de certaines parties de la population. Par le passé, les élections en RDC ont souvent été l'occasion d'une dégradation de la cohésion au sein de la société.

[Chadi El Moussaoui](#) et [Erwan Halna du Fretay](#) sont assistants de recherche au GRIP et contribuent chaque mois à la rédaction de la Lettre d'information de l'Observatoire.